



2&3
FÉVRIER
2019

L'EUROPE AU SERVICE DES PEUPLES

Rencontres
fondatrices
de Valence

Le temps des ruptures

Français, nous voulons défendre la France en Europe. Européens, nous avons une ambition forte pour l'Europe. Nous ne voulons pas renoncer à la promesse d'origine de construction d'une coopération européenne, de construction d'un espace de démocratie, de solidarité, de prospérité et de protection pour tous.

Mais force est de constater que l'Union Européenne actuelle n'a pas atteint ces objectifs. Au contraire, elle s'obstine sur une voie inquiétante, ouverte au grand vent de la concurrence de tous contre tous, adepte d'un capitalisme financier mondial dérégulé, méprisante de la volonté des peuples... Cette voie est une impasse dangereuse au point que l'on voit se développer une pauvreté endémique, un chômage de masse et des inégalités croissantes et revenir des relations fondées sur le rapport de force entre états-membres, l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie. ---

Pour s'engager sur un autre chemin, celui d'une union pour et par les peuples, une union fondée sur la coopération, les projets communs mobilisateurs, une capacité pour les peuples et les États de peser sur les décisions qui les concernent, une union plus équilibrée, en particulier entre la France et l'Allemagne, **le temps des ruptures est venu**. L'UE doit renoncer au dogmatisme ordo-libéral. Nous proposons l'abandon des critères budgétaires maastrichtiens qui asphyxient les politiques sociales nationales, le renoncement au fonctionnement chimérique d'une Banque Centrale « indépendante » pour mieux s'affranchir du bien-être des peuples et des nations. Nous voulons voir converger les politiques sociales vers le haut. Enfin l'Europe doit se donner les moyens de son indépendance face aux autres grands ensembles économiques et politiques.

Seule cette voie peut garantir la paix à long terme. Seule cette voie peut mettre un terme à la guerre économique que se livrent les 27 pays membres de l'Union européenne (UE) sur fond de dumping social et de tolérance aux paradis fiscaux.



1

Un constat douloureux : l'Union européenne telle qu'elle existe est bien loin des promesses de sa naissance

Aux yeux des portes-parole autoproclamés de l'Europe, il n'y a qu'une seule politique possible : celle de l'austérité budgétaire, salariale et sociale, du libre-échange et de la « concurrence libre et non faussée ». **En Union européenne, la doctrine libérale, élevée au rang de dogme religieux, l'emporte toujours et en toutes circonstances.** Toute réserve est diabolisée. Ceux qui osent quelques critiques sont des hérétiques, traités de populistes.

Depuis plus de 30 ans, les traités s'empilent et un carcan de règles et de normes pétrifie ce dogmatisme au mépris des choix démocratiques et donc de la volonté populaire, voire même contre celle-ci.

Ainsi en 2005, les « non » français et néerlandais au referendum sur le Traité constitutionnel sont balayés par la forfaiture du Traité de Lisbonne.

En 2008, la crise financière mondiale percute de plein fouet une Union Européenne (UE) incapable de protéger les peuples et les nations qui la composent.

La zone euro ne doit sa survie qu'au numéro d'équilibriste hors-traités de Mario Draghi, au renflouement des banques et, en 2011-2012, au très austéritaire TSCG, faisant payer le sauvetage de la monnaie unique par les contribuables et les salariés, sous forme de reconstitution agressive des profits et de coupes massives dans les services publics et les politiques sociales.

En 2015, la démocratie grecque est démolie par le ministre des finances allemand Wolfgang Schäuble et l'Eurogroupe. Ceux-ci mettent en pratique l'effarante formule édictée quelques mois auparavant par Jean-Claude Juncker : *« il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités »*.

Depuis lors, les crises politiques se succèdent (Brexit, Catalogne, rébellion « illibérale » des pays de l'Est, Italie...) menaçant l'Union Européenne de dislocation. Le déficit démocratique de l'UE s'aggrave, la crise de souveraineté se répand et **la polarisation entre libéraux européens et identitaires europhobes stérilise le débat et empêche l'avènement d'une véritable alternative.**



Si elle reste esclave de sa soumission aux traités européens et de l'extension continue des compétences communautaires, la Gauche risque quant à elle la disparition pure et simple. François Mitterrand exprimait déjà cette contradiction, en 1983 : « je suis partagé entre deux ambitions, celle de la construction de l'Europe et celle de la justice sociale. La réussite de la première limite ma liberté pour la seconde ». Il avait tranché en faveur de l'Europe au détriment de la justice sociale. Ce choix a été mortel pour le Parti Socialiste en France et pour la social-démocratie européenne.

A la suite du traité de Maastricht, de celui d'Amsterdam - qui inscrit dans le marbre un pacte de stabilité tuant toute capacité d'une politique de relance, bridant la croissance et dépossédant les peuples et les États des choix macro-économiques-, ou enfin celui de Lisbonne avec le TSCG ont ajouté entraves sur entraves à notre capacité d'action. Le piège s'est refermé. L'Europe libérale, technocratique et atlantiste s'est construite et se rêve irréversible.

Les faits sont pourtant là, têtus. Au lieu de provoquer une convergence des économies et des sociétés, l'UE au contraire les éloigne. Au lieu d'affirmer un intérêt européen distinct, singulier et autonome, l'UE se soumet, via l'OTAN, à l'agenda américain. Au lieu de consolider la démocratie, l'Europe concentre les pouvoirs aux mains d'une élite technocratique déconnectée des aspirations de la grande masse des citoyens.

Il y a urgence à ouvrir une autre voie. Il y a urgence à porter le seul projet politique cohérent, celui qui consiste à « inverser la hiérarchie des normes en Europe » et donc à renverser la « théorie Juncker » : il ne peut pas y avoir de traité européen contre les choix démocratiques !



2

Pour une Europe de la prospérité

A. Rupture avec l'austérité à perpétuité

Renforcer l'intérêt général européen suppose une traduction budgétaire beaucoup plus ambitieuse.

Nous proposons un plan d'investissement d'ampleur pour les prochaines négociations du cadre financier 2020-2026 : 10% du PIB européen, soit environ 1.800 milliards d'euros.

4 Cette somme permettrait à la fois de renforcer les solidarités européennes et de planifier un programme d'investissement massif en faveur de la recherche, de l'aménagement du territoire, de la réorientation du modèle agricole et du développement industriel, en particulier pour orienter l'épargne vers des coopérations dans les secteurs clé des transports, de l'énergie, de l'agroalimentaire ou du numérique.

En matière de numérique, il nous faudra en outre créer les conditions d'une véritable protection des données par l'Europe, en déployant une infrastructure permettant de les stocker et de les préserver de l'appropriation par les géants de l'internet.

Nous proposons également le développement de démarches asymétriques : chaque Etat-nation souhaitant participer à des projets de coopération disposant de toute la latitude pour le faire.

Dans le même temps les budgets nationaux **ne doivent plus être soumis en permanence à la contrainte euro-austéritaire et au déniement de « la dépense publique ».**

Pour financer cette relance, nous proposons la mise en place de trois outils fiscaux :

aux frontières de l'Union

- **une taxe carbone** (qui concrétisera les promesses de la COP21)
- **une taxe sociale** à l'importation (qui corrigera les différences de « compétitivité prix », c'est-à-dire de rémunérations et de protections sociales, entre l'Europe et les économies émergentes)

au sein de l'Union,

une taxe sur les transactions financières (qui frappera les pratiques spéculatives, notamment le trading à haute fréquence et les échanges de produits dérivés)

La Banque Centrale devra elle aussi apporter sa contribution, en maintenant et si besoin en amplifiant une politique monétaire accommodante, où les critères de prospérité et d'emploi prendront le pas sur celui de la stabilité des prix.



B. Rupture avec le dumping social et les paradis fiscaux

En matière de salaire, quinze ans après l'élargissement l'écart de rémunérations entre l'Est et l'Ouest demeure très important. Il n'est pas tolérable qu'en Europe, des travailleurs doivent se contenter de seulement 450 à 500€ ! **Il faut créer un salaire plancher européen, d'au moins 1000€ par mois (bien sûr non opposable aux législations nationales plus favorables).**

À défaut, la France devra cesser unilatéralement d'appliquer la directive sur le travail détaché.

En matière de fiscalité, la situation est tout aussi grave. **Les paradis fiscaux (Luxembourg, Irlande, Pays-Bas, Malte, Chypre) se multiplient en Europe et rivalisent « d'attractivité » à l'intention du capital. Il faut parvenir à un taux minimum d'impôt pour les multinationales de 20%.**

Enfin, l'Union européenne doit **conférer une place centrale aux objectifs de transparence fiscale et aux filets de sécurité sur la fiscalité des entreprises** dans la négociation des accords commerciaux.

De même, elle doit favoriser l'émergence de **clauses sur les droits de l'Homme, les droits des travailleurs, ou des clauses environnementales et climatiques.** Cela offrirait un tout autre visage à la politique commerciale européenne.

C. Rupture avec les dysfonctionnements structurels de l'UE et de la zone Euro

Les dysfonctionnements structurels de la construction européenne ont entraîné un dépérissement industriel et économique de l'Europe du Sud au profit de l'Allemagne. Ainsi le profond déséquilibre des échanges entre la France et l'Allemagne, que les gouvernements successifs ont laissé s'instaurer, est porteur de graves dangers, pour notre pays comme pour l'Europe elle-même.

On ne construit pas un destin commun avec de tels décalages et la domination d'un seul. La zone Euro n'est ni bénéfique aux nations qui la composent ni capable à ce jour de résister à la prochaine crise financière mondiale.

D. Rupture avec la casse des services publics en Europe

La concurrence libre et non faussée étend depuis plus de 20 ans son emprise aux services publics. Sous prétexte de faire baisser les prix, les principes d'égalité sur tout le territoire et d'indépendance par rapport au secteur marchand lucratif sont ignorés. L'exemple de la « réforme » de la SNCF est emblématique de cette dérive. Livrées au marché, les lignes les plus rentables ne pourront plus redistribuer leurs profits pour maintenir les petites lignes déficitaires.

Il faut enrayer cette logique, stopper la désertification et rétablir l'égalité territoriale. Les notions européennes de « service universel » et les maigres protections attachées aux « services d'intérêt économique général » devront céder la place à un véritable service public européen.

E. Rupture avec la mondialisation financière

Le libre-échange domine toujours sans partage l'idéologie européenne. La simple évocation d'un changement de vision sur la question demeure insupportable aux oreilles des européistes. **Or les inégalités progressent, le chômage reste massif et le bilan carbone du « grand déménagement du monde » s'aggrave dans des proportions incontrôlables.**

Pour ces raisons, l'Union européenne doit complètement revoir sa politique commerciale. Elle ne peut plus négocier en cachette des accords de libre-échange totalement contraires à la COP21 et mortifères pour ses industries et son agriculture.

Il faut refuser le CETA, l'accord avec le Japon, l'accord avec le Mercosur et stopper tous les accords bilatéraux actuellement en discussion (Vietnam, Mexique, Australie, Nouvelle-Zélande).



3 Pour une Europe européenne

Rupture avec la soumission et l'atlantisme

Face aux désordres du monde, l'Europe doit trouver sa voie et construire son propre modèle : l'ambition des nations européennes doit être de garantir le multilatéralisme. Cela implique de revenir à une vision de l'Europe comme pôle d'équilibre entre les Etats-Unis et la Russie d'une part, et les déséquilibre Sud-Nord d'autre part.



La rupture avec l'alignement atlantiste est donc une condition sine qua non pour faire avancer une Europe vraiment européenne, c'est-à-dire affranchie de la tutelle de Washington et capable de définir une politique étrangère autonome et une meilleure coopération en matière de défense. Cette rupture devra se réaliser par une sortie de l'OTAN dont on peut constater l'évolution d'une alliance à dominante défensive vers une organisation de plus en plus agressive.



4 Pour une Europe démocratique

Rupture avec le fonctionnement technocratique de la commission européenne et l'inflation des prérogatives de la cour de justice

Plus l'UE limite la souveraineté des peuples, moins, naturellement, ceux-ci lui sont favorables. A cet égard, l'exemple de l'Italie est parlant. En à peine dix ans, les Italiens sont descendus du podium des europhiles, pour monter sur celui des eurosceptiques ! La récente agression de la Commission contre le projet de budget de notre voisin transalpin n'est qu'une des nombreuses manifestations de cette entreprise de dépossession. Devant chaque échec, les dirigeants annoncent que l'Europe sociale et politique viendra demain...

Certains observeront que, dès le début, la construction européenne partait d'un mauvais pied. Ce fut la position de Pierre-Mendès France qui s'opposa au Traité de Rome en formulant cette critique majeure et cela dès 1957 : « l'abdication d'une démocratie peut prendre deux formes, la dictature d'un homme providentiel ou la délégation des pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, **au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique, car au nom d'une saine économie, on en vient aisément à dicter une politique monétaire, budgétaire, sociale : une "politique" au sens large du mot** ».

En voulant, pas à pas, imposer une intégration irréversible, les « pères fondateurs » et leurs successeurs ont finalement concrétisé l'avertissement de Pierre Mendes-France.

Au quotidien, les manifestations de cette dérive s'observent à travers le pouvoir réglementaire démesuré que s'est attribué la Commission et l'interprétation extensive des Traités par la Cour de Justice élargissant abusivement les compétences de l'UE. Dans le même temps, le Parlement européen ne dispose toujours pas de prérogatives minimales comme l'initiative des lois.

Nous n'économiserons pas un vaste débat sur l'architecture institutionnelle de l'Union européenne, sauf à se résoudre à la montée inexorable des ressentiments, des colères qui se traduisent par la propulsion au pouvoir, un peu partout sur le Vieux Continent, de populismes régressifs. . Là aussi les Traités actuels sont un obstacle, le fédéralisme est une chimère dangereuse et la Commission un tyran inutile.

On ne pourra donc sortir de l'impasse déflagrante actuelle sans remettre en cause les Traités. Il faut le dire aux Français - et aux autres- qui d'ailleurs le savent très bien et ne supportent plus d'avoir été régulièrement trahis.

Car si nous en sommes là aujourd'hui, ce n'est pas un malheureux hasard, mais bel et bien une succession de rendez-vous manqués qui impose une bifurcation stratégique.



Conclusion

Pour nous aussi l'idée européenne porte une formidable espérance. L'espérance du « plus jamais ça », plus jamais la guerre, plus jamais les exterminations, les génocides et les idéologies fascisantes. L'espérance de la Paix, de la réconciliation entre les peuples de notre continent et en premier lieu entre la France et l'Allemagne, mais aussi l'espérance de démocraties durables et humanistes et d'une prospérité partagée. En un mot, l'espoir d'une relation fondée sur le partage d'un intérêt commun européen.

Notre engagement européen n'est pas seulement nourri des ambitions passées, il est aussi une conviction qu'unis nos pays seraient plus forts et plus aptes à relever les défis contemporains, comme la souveraineté numérique, la transition écologique, un multilatéralisme vraiment indépendant des grandes puissances (USA, Russie, Chine etc.), l'amélioration des standards sociaux partout, l'arrêt du pillage des pays du Sud. Faut-il encore qu'il y ait réellement une volonté partagée d'avancer dans cette direction ? C'est en tout cas, celle que la France, singulièrement la Gauche française, doit affirmer et défendre.

Cependant le chemin depuis trop longtemps n'est pas celui-là.

Nous avons donc la responsabilité de concourir lors des prochaines européennes à changer le rapport de force politique, à desserrer l'étau, et à permettre l'émergence d'une alternative populaire, citoyenne, de gauche, fédérant le peuple autour de nouveaux progrès, d'un nouveau projet.

Aussi le temps des ruptures est venu, qui est également celui de la refondation, en tout cas de l'entrée dans une nouvelle ère européenne.

Pour une Europe au service des peuples et des nations qui la composent, il est grand temps de porter les ruptures nécessaires, de s'extraire des faux débats et d'emprunter un chemin radicalement nouveau.